



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR LE SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE

26MA01

LOT N° 2

ASSURANCE TOUS RISQUES NAVIGATION DRONE MARITIME

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Les dispositions concernant le LOT N°2

Assurance « **TOUS RISQUES NAVIGATION DRONE MARITIME** » sont présentées de la façon suivante :

- ⇒ **INVENTAIRE DES RISQUES**
- ⇒ **CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES**
- ⇒ **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**
- ⇒ **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

INVENTAIRE DES RISQUES

➤ INVENTAIRE DES ACTIVITES PAR RUBRIQUE

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive des activités de l'entité. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les compétences de l'entité dans ses grandes lignes. Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

Mode d'exploitation :

Personnelle au Shom

➤ 1) Caractéristiques du drone maritime de surface :

Drone maritime de surface :

Ce drone est motorisé et il est autonome pour les missions en surfaces, supervisé à distance par un télé-opérateur. Il a pour principales applications la bathymétrie (cartographie sous-marine) qui consiste à mesurer la profondeur et le relief des océans afin d'étudier les milieux subaquatiques.

Nombre : 1 (et 1 à venir)

Nom : Marlin

Immatriculation :

Type : drone de surface maritime Drix

Constructeur : Exail

Matériaux : composite

Année : 2025

Longueur & largeur : 7.7m et 0.85m

Jauge Brute : 0.3

Moteur & caractéristique : Nanni N.4-38 Diesel 38HP 27.6kW

Valeur Agréée : 2 200 000€ TTC

Port d'attache :

Utilisation du drone : missions d'hydrographie nationale

Fréquence d'utilisation : variable selon les campagnes

Périmètre d'activité :

Zones d'activités habituelles :

- USV Côtier : plateau continental métropolitain (Iroise, Golfe de Gascogne, Manche, Méditerranée) ; plateau continental Antilles -Guyane (Saint Martin, Saint Barthélémy, Guadeloupe, Martinique, Guyane)

- USV hauturier : ZEE française, eaux Internationales

Zones à risques identifiées : néant

Caractéristiques des procédures de mise en place :

Identifications des zones : voir supra

Identifications des procédures sur zones :

- Mise à l'eau et récupération par une grue à partir d'un ou deux points de levage ou par un ascenseur à bateau
 - Pilotage à vue avec une télécommande pour le départ du quai et l'arrivée jusqu'à une zone claire
 - Reprise en main par le centre d'opération à distance suite à validation entre le pilote de la télécommande et le COD. Dans tous les cas la télécommande à la priorité.
 - Emploi du drone de surface en mode autonome supervisé. L'opérateur en charge de la supervision peut reprendre la main sur la navigation du drone en cas de doute sur le comportement du drone.
- Identifications du personnels pilotes (capitaine de navire) : suite avis favorable de la Marine Nationale les opérateurs des USV sont des officiers mariniers hydrographes et des ingénieurs militaires hydrographes ayant reçu au préalable la formation idoine (permis hauturier et stage Drix).

Procédure d'urgence :

- L'état de santé de l'USV et la situation nautique autour de l'USV est supervisée en permanence. Cela permet à l'opérateur de réagir selon le scénario d'urgence comme :
 - Incendie : une sécurité incendie est assurée automatiquement par l'USV. A distance il est possible d'enclencher le système anti incendie également.
 - Voie d'eau : une sécurité via des pompes d'assèchement est assurée automatiquement par l'USV. A distance il est possible d'enclencher le système de pompe également.
 - Anticollision :
 - Un système d'anticollision est actif sur l'USV lors de sa navigation. Il exploite ses senseurs (radar bande X, lidar, caméra infra rouge, AIS), des objets de carte de navigation (ENC) (trait de côte, bouée, ...). Il a été approuvé dans le cadre du processus de certification pour la navigation.
 - Il répond au RIPAM pour tout ce qui est pertinent pour un drone sans personne embarquée, en considérant qu'il n'est jamais privilégié. En cas de d'incapacité de calculer une solution de route sécurisante (cas d'une noria de jet skis qui l'entoure par exemple), il s'arrête, jusqu'à retrouver une situation claire.

- L'opérateur en charge de la supervision peut reprendre la main à tout moment sur la navigation du drone en cas de doute sur le comportement du drone.
- Anti-échouement :
 - L'USV mesure la profondeur. Une alerte est enclenchée en cas de franchissement de la profondeur de sécurité.
 - Une alerte est déclenchée en cas de franchissement de l'isobathe de sécurité exploitée sur la carte de navigation (ENC)
 - Des zones d'exclusion et d'inclusion de navigation peuvent être paramétrées pour empêcher la navigation ou contenir la navigation dans une zone. En cas de navigation en eaux resserrées, il est possible de prévoir des zones d'exclusion en bordure de la zone de navigation
- Perte de communication : le mode autonome iridium de secours permet d'envoyer, sur batterie dédiée, des commandes simples pendant 6h tel que : arrêt de la mission, tenir autour d'un point, aller à, envoyer l'état de santé et la position du drone.
- Incapacité de navigation au large. Un moyen nautique est envoyé sur place pour investiguer et éventuellement remorquer l'USV. Il pourra s'agir d'un navire de la Marine Nationale, d'un moyen affrété pour la circonstance (SNSM, Pêcheur, ...) ou d'un moyen identifié par le CROSS.
- Si la remise à bord, dans le cas d'un bâtiment support, est impossible (raison météorologique ou défaillance système), soit un remorquage soit une navigation autonome jusqu'à une zone plus adéquate sera choisie
- Un bouton d'arrêt d'urgence est disponible sur la télécommande, sur les interfaces du centre d'opération à distance et physiquement sur l'USV.

Procédure de récupération de l'USV :

- Reprise en télécommande à proximité soit du navire porteur, soit du port d'accostage, pour conduire les manœuvres d'accostage
- Un ponton flottant aux formes de l'USV est disposé le long du quai pour assurer son accueil en sécurité lors de la manœuvre et au repos.
- Remise sur ber via grue ou ascenseur à bateau

Caractéristique du bateau qui dirige les opérations en surface :

- Type : navire scientifique
- Propriétaire : Marine Nationale
- Classification
- Certification ISM
- Certification ISPS
- Personnel navigant : Shom / Marine National

Caractéristique des opérations depuis le centre d'opération à distance :

- Centre à terre

Caractéristiques techniques

<u>Longueur</u>	80,64 mètres
<u>Maître-bau</u>	14,90 mètres
<u>Tirant d'eau</u>	6,20 mètres
<u>Tirant d'air</u>	27,90 mètres
<u>Déplacement</u>	2 125 tonnes et 3 300 tonnes à pleine charge
<u>Propulsion</u>	Propulsion diesel électrique : 4 diesels alternateurs Mitsubishi et un moteur électrique (2 200 kW) Alstom, 1 hélice de 3 000 ch (2 200 kW), 1 propulseur d'étrave de 440 kW, 2 propulseurs arrière de 220 kW
<u>Puissance</u>	Puissance électrique de 4 000 kW
<u>Vitesse</u>	14 nœuds

2) Caractéristiques du drone maritime submersible :

Drone maritime submersible :

Ce drone est motorisé et est autonome pour les missions en grandes profondeurs (6 000 mètres). Sa navigation est basée principalement sur les données de distance et de vitesse fournies par un Loch Doppler. Celui-ci permet de mesurer la vitesse du drone par rapport au fond ou à la surface. Il est équipé d'un système GPS, de détection acoustique et est utilisé principalement pour de la bathymétrie.

Nombre : 1

Nom :

Immatriculation :

Type : Drone maritime sous-marin, HUGIN

Constructeur : Kongsberg Discovery

Matériaux : Composite

Année : 2026

Longueur & largeur : 6.6m et 0.875m

Jauge Brute : 0.25

Moteur & caractéristique : électrique

Valeur Agréée : 10 000 000€ TTC

Port d'attache : Brest

Utilisation du drone : missions d'hydrographie nationale

Fréquence d'utilisation : variable selon les campagnes

Périmètre d'activité :

- Zones d'activités habituelles : ZEE française, eaux Internationales
- Zones à risques identifiées : néant

Caractéristiques des procédures de mise en place :

Identifications des zones : voir supra

Identifications des procédures sur zones :

- Sécurisation de la zone de mise à l'eau et récupération par le navire support
- Mise à l'eau et récupération par le système de mise à l'eau et de récupération embarqué sur le navire support.
- Programmation de la mission avec une trajectoire de fuite du navire support pour éviter tout risque de collision avec l'AUV
- A la remontée, trajectoire circulaire de l'AUV en subsurface avant de faire surface dans une situation claire.
- En cours de mission, communication et positionnement régulier de l'AUV depuis le navire support, à partir du centre d'opération à distance. Possibilité de modifier le plan de route chargé avant le début de mission selon les conditions rencontrées en cours de mission.

Identifications du personnels pilotes (capitaine de navire) : suite avis favorable de la Marine Nationale les opérateurs des USV sont des officiers marins hydrographes et des ingénieurs militaires hydrographes ayant reçu au préalable la formation idoine (permis hauturier et stage Hugin Superior).

Procédure d'urgence :

- L'état de santé de l'AUV est supervisé en permanence. Cela permet à l'opérateur de réagir selon le scénario d'urgence comme :
 - Etat faible des batteries : ordre de fin de mission est donné à l'AUV pour déclencher le processus de remontée.
 - Paramètres de propulsion anormaux : ordre de fin de mission est donné à l'AUV pour déclencher le processus de remontée.
 - Collision au fond :
 - un système d'anticollision est actif sur l'AUV lors de sa navigation. Il exploite ses senseurs (sonar de l'avant en particulier) pour éviter les obstacles avant de revenir sur sa route.
 - En cas de collision au fond, et de perte de capacité de navigation, la procédure d'urgence implique un largage de lests pour que l'AUV soit en flottabilité positive et remonte sans assistance, y compris sans énergie.
 - Un seuil d'altitude de sécurité est paramétré. Si ce seuil est dépassé, l'AUV largue ses lests et remonte en surface.
 - Anticollision en surface :
 - L'AUV en surface se comporte environ comme un objet flottant. Sa sécurité est assurée par le navire support jusqu'à sa récupération à bord.
- Perte de communication acoustique : l'AUV est autonome et poursuit sa mission qui prévoit une remontée en surface à la fin.
- Perte de communication hertzienne : une fois en surface l'AUV transmet sa position via iridium pour faciliter sa récupération. En cas de défaut, et si le positionnement préalable était inopérant, soit parce que le navire support conduisait d'autres travaux en dehors de la zone de l'AUV soit pour défaillance,

l'AUV dispose d'un flash pour faciliter sa détection en surface. Le navire support conduira des opérations de recherche de type homme à la mer.

- Si la remise à bord sur le bâtiment support est impossible (raison météorologique ou défaillance système), soit un remorquage soit une replongée en mode d'économie d'énergie est programmé pour attendre une période plus favorable.

Procédure de récupération de l'USV:

- Le navire support prend une allure de manœuvre la plus favorable en fonction des conditions d'état de mer et météorologiques.
- L'AUV libère un bout qui est grappiné afin de permettre la liaison de l'AUV avec son système de récupération. Il est alors remonté à bord sur son ber de repos.

Caractéristique du bateau qui dirige les opérations en surface :

- Type : navire scientifique
- Propriétaire : Marine Nationale
- Classification
- Certification ISM
- Certification ISPS
- Personnel navigant : Shom / autres

Caractéristiques techniques	
<u>Longueur</u>	80,64 mètres
<u>Maître-bau</u>	14,90 mètres
<u>Tirant d'eau</u>	6,20 mètres
<u>Tirant d'air</u>	27,90 mètres
<u>Déplacement</u>	2 125 tonnes et 3 300 tonnes à pleine charge
<u>Propulsion</u>	Propulsion diesel électrique : 4 diesels alternateurs Mitsubishi et un moteur électrique (2 200 kW) Alstom, 1 hélice de 3 000 ch (2 200 kW), 1 propulseur d'étrave de 440 kW, 2 propulseurs arrière de 220 kW
<u>Puissance</u>	Puissance électrique de 4 000 kW
<u>Vitesse</u>	14 nœuds

- ➡ Le candidat dispose de la possibilité de demander, via la plateforme, tout élément complémentaire et nécessaire à son identification du risque.

L'entité reconnaît et certifie les informations de l'inventaire et des annexes jointes comme étant exactes. En cas de sinistre ces éléments peuvent être opposables par l'Assureur.

CONTRATS EN COURS

L'entité n'est actuellement pas titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P.

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

STRUCTURE DU CONTRAT

Le dispositif contractuel :

- ◆ Ne devra pas faire référence à la notion d'accident
- ◆ Sera établi sur la base d'un « TOUS RISQUES SAUF »

Le candidat pourra joindre ses conditions générales de garanties en complément ou remplacement ou imprimé plus opportun

ARTICLE 1

POLICE CORPS DE NAVIRE

ARTICLE 2

POLICE RISQUES DE GUERRE ET RISQUES ASSIMILES

ARTICLE 3

POLICE RESPONSABILITE CIVILE CORPS DE NAVIRE

ARTICLE 4

POLICE RESPONSABILITE CIVILE

ARTICLE 5

POLICE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ARTICLE 1

POLICE CORPS DE NAVIRE – DOMMAGES AU NAVIRE

🔄 **POLICE FRANÇAISE D'ASSURANCE MARITIME SUR CORPS DE TOUS NAVIRE** **(imprime du 1 er janvier 1998 modifie le 1 er janvier 2002)**

Police corps de navire : La garantie porte sur les dommages propriété de l'armateur ou de l'assuré ayant pour objet la garantie des pertes et dommages matériels, des recours de tiers et des dépenses résultant de fortunes de mer et d'accidents qui arrivent au navire assuré, durant la période de couverture des risques, conformément aux dispositions spécifiées ci-dessous (liste à définir par le candidat) :

1.1 ETENDU DE GARANTIE

- **Garantie des pertes et dommages :** Sont garantis, conformément aux dispositions tous les risques de pertes et dommages matériels subis par :
 - Le navire assuré : Le navire assuré comprend le corps ainsi que les appareils de propulsion et les générateurs, les équipements, les instruments de navigation, les appareils, installations, accessoires et embarcations annexes. Le navire assuré comprend également les approvisionnements et les soutes dont l'assuré est propriétaire dans la mesure où ils ne sont pas assurés séparément.
 - Équipements en location : Aux termes du présent contrat, la garantie s'étend à toutes les pièces, équipements, instruments de navigation, appareils, installations, accessoires et embarcations annexes dont l'assuré n'est pas propriétaire, mais qui sont sous sa garde au titre d'un contrat de location.
 - Retrait provisoire de pièces du navire : Les pièces qui ont été provisoirement retirées du navire demeurent garanties par le présent contrat pour une période ne pouvant excéder 60 jours à compter de leur retrait du navire, sauf déclaration préalable de l'assuré et sous réserve des termes, conditions et éventuelle surprime à agréer.

Clause risques de pollution : sont garantis les pertes et dommages subis par le navire assuré ou les équipements en location, même s'ils résultent de la décision d'un gouvernement ou de toute autorité publique visant à prévenir ou réduire un risque de pollution ou un dommage à l'environnement trouvant son origine dans un événement garanti.

- **Assistance, avaries communes, dépenses raisonnablement exposées et frais de procédure :** Sont garantis, conformément aux dispositions :
 - La contribution du navire assuré aux avaries communes
 - Les indemnités et frais d'assistance dus par le navire assuré
 - Les dépenses raisonnablement exposées en vue de préserver le navire assuré d'un événement garanti ou d'en limiter les conséquences
 - Les frais de procédure et de justice engagés avec l'accord préalable de l'assureur dans les cas ci-dessus ainsi qu'à la suite d'un recours de tiers garanti.

- **Recours des tiers pour abordages ou heurt** : Sont garantis, conformément aux dispositions, les recours de tiers exercés :
 - Contre le navire assuré pour abordage de celui-ci avec un navire de mer, un bateau de navigation intérieure, ou pour heurt du navire assuré contre tout objet ou structure fixe ou flottant
 - Contre le navire assuré en raison de dommages occasionnés par ses aussières, ancres, chaînes ou par ses embarcations annexes en tant qu'elles sont reliées au navire assuré ou en cours de manœuvre ou d'utilisation à son service.

Au titre des garanties du présent article, le montant de l'indemnité à la charge de l'assureur ne peut excéder par événement la valeur agréée du navire assuré.

Risques exclus :

- Recours, quelle qu'en soit la nature, exercés par les membres de l'équipage du navire assuré ou leurs ayants-droits quel que soit le fondement de leur action ;
- Fautes intentionnelles ou inexcusables de l'assuré ou de son personnel de Direction, à savoir : Directeur, Chefs d'Agences, Capitaines d'armement, Chefs de services techniques ;
- Violation de blocus, contrebande, commerce prohibé ou clandestin ;
- Faits à terre des membres de l'équipage ou de toute autre personne ;
- L'utilisation de véhicules terrestres à moteur ou d'aéronefs ;
- Recours exercés à raison des dommages, pertes et préjudices subis par les marchandises transportées par le navire assuré ainsi que des amendes, contraventions et pénalités les concernant ;
- Contrats de remorquage ou de contrats de location de grues, de chalands, d'autres engins ou d'installations lorsque ces contrats ne sont pas conformes aux usages reconnus du commerce ;
- L'intoxication alimentaire des passagers et de ses conséquences ;
- Guerre civile ou étrangère, hostilités, représailles, torpilles, mines et tous autres engins de guerre et, généralement, de tous accidents et fortunes de guerre, ainsi que d'actes de sabotage ou de terrorisme ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre ;
 - Captures, prises, arrêts, saisies, contraintes, molestations, détentions, confiscations ou expropriations par tous gouvernements et autorités quelconques ;
 - Émeutes, mouvements populaires, grèves, lock-out et autres faits analogues ;
 - Piraterie ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre ;
 - Effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation ou de toute autre source d'énergie nucléaire consécutifs à une modification de structure de noyau de l'atome ou de la radioactivité ainsi que de tous effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des particules, dans leur utilisation ou leur exploitation tant civile que militaire.

1.2 LIMITATION DE GARANTIE

Définition de la valeur agréée : La valeur agréée du navire est la valeur du navire assuré, fixée forfaitairement entre l'assuré et les assureurs au moment de la prise d'effet de la garantie. Cette valeur agréée lie les parties sauf en cas de fraude. La valeur agréée du navire comprend indivisément le navire assuré et les équipements en location.

Limitation totale des engagements des assureurs : pour l'ensemble des garanties, l'engagement des assureurs est limité par événement à un montant égal à trois fois la valeur agréée du navire.

Navigation et séjour :

Le navire assuré est garanti qu'il soit en exploitation, au mouillage, en séjour, en chômage ou en réparation, à flot ou à sec.

Navigations spéciales :

Sauf accord préalable des assureurs qui peuvent prescrire des mesures appropriées et/ou amender les termes et conditions du présent contrat et/ou demander le versement d'une prime additionnelle, le navire assuré n'est pas garanti en navigation, au mouillage, en séjour ou en chômage dans les zones à définir si besoin, à moins qu'il ne se trouve dans l'obligation d'y pénétrer par force majeure ou pour prêter assistance à un navire en détresse : **zone à définir suivant les conditions générales du candidat.**

Disposition spécifique :

Classification du navire, certification ISM et ISPS selon les modalités du candidat et de ses conditions générales.

ARTICLE 2

RISQUES DE GUERRE ET RISQUES ASSIMILÉS

2.1 CONVENTIONS SPÉCIALES POUR L'ASSURANCE MARITIME DES CORPS DE NAVIRES DE MER CONTRE LES RISQUES DE GUERRE, DE PIRATERIE, DE TERRORISME ET RISQUES ASSIMILÉS (imprimé du 01/01/2012)

Police risque de Guerre : Conformément à leurs dispositions et exclusions, les présentes Conventions ont pour objet de garantir le navire assuré (tel que défini dans la « Police Corps ») contre les dommages, pertes, recours de tiers, coûts et dépenses résultant de (liste à définir par le candidat) :

- Guerre civile ou étrangère, révolution, rébellion, insurrection, hostilités, représailles et, généralement, de tous accidents et fortunes de guerre ;
- Torpilles, mines et toutes armes ou tous engins de guerre qu'ils soient abandonnés ou non ;
- Captures, prises, arrêts, saisies, contraintes, molestations ou détention par tous gouvernements ou autorités quelconques ;
- Confiscation ou expropriation par tous gouvernements ou autres autorités ;
- Emeutes, mouvements populaires, grèves, lock-out et autres faits analogues ;
- Piraterie ;

- Actes de malveillance ou de vandalisme ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre ;
- Actes de sabotage ou terrorisme ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre
 - **Garantie des pertes matérielles, des dommages et de la dépossession**
 - **Recours de tiers pour abordage ou heurt**
 - **Assistance, avaries communes, dépenses raisonnablement exposées et frais de procédure**

Risques exclus:

- Captures, prises, arrêts, saisies, contraintes, molestations, détentions, confiscations ou expropriations ordonnées par :
 - Les autorités de l'État où se trouve le siège social de l'assuré ou celles de l'État où le propriétaire du navire est enregistré ;
 - Les autorités de l'État du pavillon du navire ou celles de l'État d'immatriculation du navire ;
- Déclenchement de guerre (déclarée ou non) entre les pays suivants : États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, République populaire de Chine, Royaume-Uni.

Clause additionnelle d'extension des recours de tiers du 01.01.2011

ARTICLE 3

POLICE RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ARMATEUR

3.1 RESPONSABILITÉ CIVILE ARMATEUR DE NAVIRE DE COMMERCE (RC PANDI) SHIPOWNERS P&I CLUB RULES 2017

Police Responsabilité Civile : porte sur les risques qui ne sont pas le fait de **dommages causés à des tiers** (liste à définir par le candidat) :

- Des accidents corporels et / ou du décès des membres d'équipage, des passagers et des tiers à bord)
- Pertes ou endommagement de la cargaison
- Pollution de l'environnement (par les hydrocarbures)
- Enlèvement d'épave
- Collisions avec d'autres navires ainsi que des dommages causés à des objets fixes ou flottants
 - ✓ Remorquage
 - ✓ Les biens propres à bord
 - ✓ Opération Spécialisées

Risques exclus:

Toute responsabilité concernant les risques de guerre, les risques biochimiques et les risques de virus informatiques, exclusion toute responsabilité concernant certains risques nucléaires des responsabilités concernant le personnel non-marin, des responsabilités imputables à une faute intentionnelle, des responsabilités exclues si le voyage est illégal, dangereux ou inapproprié, des responsabilités exclues si elles ne sont pas recouvrables auprès des réassureurs en conséquence des sanctions, interdictions ou restrictions relevant des sanctions des nations unies, des lois ou des règlements adoptés par l'union européenne, le Royaume-Uni ou les Etats-Unis d'Amérique (liste non exhaustive)

ARTICLE 4**POLICE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ET FAUTE INEXCUSABLE**

4.1 RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Police Responsabilité Civile : Sont assurées les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, en raison de son existence, des activités qui sont les siennes et de ses attributions. Recours terrestres, responsabilité livraison de l'armement, recours pour faute inexcusable de l'employeur y compris maritime pour cette dernière garantie (liste à définir par le candidat)

Police de défense et de recours : Honoraires et frais de justice à la suite d'un sinistre couvert (liste et montant à définir par le candidat)

Protection juridique : A la suite d'un litige susceptible d'être pris en charge selon le SHOM pourra solliciter une consultation juridique ou engager une procédure pour faire valoir ses droits (liste et montant à définir par le candidat)

Risques exclus:

- Les dommages de toute nature

Intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré,

Résultant de la guerre étrangère, (il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre événement), Résultant de la guerre civile (il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement), Causés par les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf s'ils résultent d'une mauvaise organisation des services de secours, d'un défaut de prévention ou du fait de la présence ou d'une absence de fonctionnement d'un ouvrage public,

Occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires.

- Les dommages ou l'aggravation des dommages causés

Par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire, Par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome, Par toute source de rayonnements ionisants de quelque nature que ce soit, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, l'usage ou la garde, Cette exclusion ne s'applique pas aux responsabilités incombant à l'entité du fait de l'utilisation de matériels

radiographiques à rayonnement ionisant, à usage médical ou vétérinaire. Par l'amiante. Par les champs et ondes électromagnétiques.

- Les dommages causés par

Les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques et semi-remorques soumis à l'obligation d'assurance qu'ils soient en ou hors circulation, ou utilisés comme engins de chantier ou outil.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux véhicules réquisitionnés ou mis en fourrière.

Elle ne s'applique pas non plus aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à l'entité en sa seule qualité de commettant, en raison d'accidents causés à autrui par un véhicule terrestre à moteur dont elle n'est ni propriétaire, ni locataire, ni gardien et que ses préposés utilisent sur le trajet domicile-lieu de travail tel qu'il est défini à l'article L.411-2 du Code de la Sécurité Sociale ou pour les besoins du service.

Restent cependant toujours exclus de la garantie :

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non de l'entité,

Les dommages subis par leurs véhicules.

Tous engins ou véhicules aériens, maritimes, fluviaux et lacustres dont un Assuré à la propriété, la conduite ou la garde,

Cette exclusion ne vise pas les dommages dus aux embarcations à rames ou, lorsqu'elles sont d'une longueur inférieure à 5 mètres, à voile ou à moteur d'une puissance réelle inférieure à 30 CV., ni les dommages causés par les drones civils d'un poids inférieur ou égal à 25 kg utilisés par les besoins de l'Assuré, ni les engins, véhicules, autres non soumis à obligation d'assurance.

Les installations ferroviaires, les chemins de fer, les tramways et engins similaires, les chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontée mécanique utilisant des câbles porteurs ou tracteurs dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, la conduite ou la garde.

- Les dommages causés au cours

D'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des autorités préfectorales, à l'exception des courses cyclistes ou pédestres.

Cette exclusion ne s'applique pas lorsque l'entité participe à ces manifestations en qualité d'organisatrice secondaire. Les courses automobiles sont strictement exclues.

- Les dommages survenus

Du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires, ainsi que du fait de la propriété, la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.

- Les dommages résultant d'obligations contractuelles

Acceptées par l'Assuré et excédant celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux et réglementaires.

- Les dommages matériels et immatériels causes

Par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe ou indirecte des eaux ayant pris naissance dans un local appartenant à l'entité ou occupé par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable.

Toutefois, ces dommages relèvent de la garantie du présent contrat pour les locaux occasionnels d'activités.

- Les dommages résultants

De façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'Assuré, d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu de l'Assuré.

- Les redevances mises à la charge de l'assure

Par la réglementation en vigueur en matière de pollution et autres atteintes à l'environnement.

- Les amendes

De toute nature et les frais y afférents.

- Les dommages résultants

Directement de l'emploi d'explosifs proprement dits, à l'exception de ceux utilisés en agriculture et à l'exception des explosifs et articles pyrotechniques utilisés par l'assuré, en particulier dans le cadre des tirs effectués par l'assuré ou ses représentants (agents, salariés, élus, bénévoles, ...) à l'occasion de feux d'artifices ou autres spectacles dont il est organisateur ou co-organisateur. Il est entendu que demeurent exclues les conséquences d'une mise en œuvre intentionnelle de ces explosifs par toutes personnes non titulaires des agréments ou qualifications requis par la réglementation en vigueur.

De toutes réclamations se rapportant à une maladie ou à une atteinte physique ayant pour origine l'influence de l'amiante sur le corps humain ou l'environnement,

De l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (O.G.M.).

- Les dommages causes directement ou indirectement par

La pollution ou la contamination du sol, des eaux ou de l'atmosphère, lorsque cette garantie n'est pas mentionnée au tableau des garanties et/ou au CCTP :

Le bruit, les odeurs, la température, l'humidité,

Les champs et ondes électromagnétiques

Les dommages corporels, matériels, immatériels, le préjudice écologique, et les dommages environnementaux causes par toute substance perfluoroalkylée (PFAS) ou polyfluoroalkylée (PFAS) ou par tout matériau, substance ou produit contenant des "PFAS", ainsi que tous frais tels que prévus au contrat et toute amende civile, pénale ou administrative en résultant,

Au sens de la présente exclusion, substance perfluoroalkylée ou polyfluoroalkylée (PFAS) désigne toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluore (cf3-) ou un atome de carbone méthylène complètement fluore (-cf2-), sans aucun atome d'hydrogène (h), de chlore (ci), de brome (br) ou d'iode (i) qui lui soit lié.

Ces exclusions s'entendent uniquement lorsque les conséquences dommageables de ces événements ne sont pas la conséquence d'un événement soudain, non voulu et non prévisible par l'Assuré.

ARTICLE 5

POLICE INDIVIDUELLE ACCIDENT

Police Individuelle accident : En cas d'accident, le candidat prendra à sa charge les indemnités en décès et/ou invalidité (liste et montant à définir par le candidat)

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

L'Assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues aux conditions générales de garanties

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de différent, les dispositions des conditions générales de garanties

ARTICLE 1

MONTANT DES GARANTIES

Domage au navire	100 % de la valeur assurée en valeur d'agrément
Risque de guerre	Montant assuré en RC et en Dommages
Responsabilité civile armateur de navire (P & I)	100 000 000 € *
Responsabilité civile générale	15 000 000 €
Individuelle accident	Selon prestations fournies
Protection Juridique	Selon prestations fournies
Défense et recours	Selon prestations fournies

*Le candidat a la possibilité de répondre en USD

ARTICLE 1

DOMMAGES AUX NAVIRES

Les garanties et montant devront s'exercer selon la Police Française d'assurance Maritime sur Corps de Tous Navire (imprimé du 1 er janvier 1998 modifié le 1 er janvier 2002) proposé par le candidat pour les garanties suivantes propriété de l'armateur ou de l'assuré (liste non exhaustive) :

- Perte Totale & Délaissement
- Avaries
- Remorquage - Assistance & Sauvetage
- Recours

ARTICLE 2

RISQUES DE GUERRE

Les garanties et montant devront s'exercer selon les Conventions Spéciales pour l'Assurance Maritime des Corps de Navires de mer contre les Risques de Guerre, de Piraterie, de Terrorisme et Risques assimilés (imprimé du 01/01/2012) proposé par le candidat qui ont pour objet de garantir, du fait de la réalisation d'un événement assuré (liste non exhaustive) :

- En responsabilité
- En dommages
- Les garanties s'appliquent en tous lieux et en toutes circonstances.

ARTICLE 3

RESPONSABILITE CIVILE DE L'ARMATEUR

Les garanties et montant devront s'exercer selon les conditions générales SHIPOWNERS P&I version 01/2012 proposé par le candidat suivant les responsabilités légales de l'armateur dont (liste non exhaustive) :

- Recours de tiers matériels et corporels
- Frais de sauvetage du navire
- Frais de retraitement à la suite d'un naufrage
- Risques de pollution par hydrocarbures
- Responsabilité contractuelle de l'employeur

ARTICLE 4

RESPONSABILITE CIVIL GENERALE

Sont assurées, selon les montants proposés du candidat, les responsabilités de l'armateur, les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir pour des dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui, en raison de son existence, des activités qui sont les siennes et de ses attributions recours pour faute inexcusable de l'employeur y compris maritime pour cette dernière garantie (liste non exhaustive).

Il est convenu que l'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

ARTICLE 5

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

Sont assurées, selon les montants proposés par le candidat, en cas d'accident dont seraient victimes les bénéficiaires ci-dessous, l'Assureur prendra à sa charge les indemnités en cas de décès ou invalidité que soit le nombre de victimes (liste non exhaustive).

ARTICLE 2

CONVENTIONS PASSEES AVEC L'ENTITE

La garantie s'étend aux conséquences des conventions, comportant transfert de responsabilité et/ou renonciation à recours, intervenues entre d'une part l'Assuré et d'autre part :

- L'Etat,
- L'armée,
- Les administrations, entités locales, organismes publics ou semi-publics, français ou étrangers tels que, en France : SNCF, RFF, ERDF/GRDF, ENGIE, RATP, RER, CEA, DDE, la POSTE, ORANGE et les sociétés opératrices de réseaux de télécommunications ...,
- Les sociétés de location ou de crédit-bail,

- Les organisateurs de foires et expositions,
- Les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité,
- Les établissements et/ou entreprises voisines, dans le cadre des contrats d'assistance réciproque,
- Aux associations.

Les conventions passées devront être transmises pour accord à l'Assureur à la demande de ce dernier.

ARTICLE 4

ETENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Les garanties sont acquises à l'Assuré dans le monde entier.

ARTICLE 5

GARANTIE GENERALE « DEFENSE ET RECOURS »

L'Assureur s'engage à exercer à ses frais toutes interventions amiables ou actions judiciaires en vue :

- **De pouvoir à la défense de L'entité**, devant les tribunaux administratifs, civils ou répressifs, s'il est poursuivi pour des faits dont les conséquences pécuniaires sont assurées.
- **De pouvoir à la défense de L'entité** dans le cas où le représentant de l'Etat dans le département déférerait au tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention,
- Il est convenu que l'Assureur dirige les recours mais s'interdit toute transaction sans l'accord préalable de l'Assuré.

En tout état de cause, l'Assureur ne peut être tenu à engager une action judiciaire que pour autant que le préjudice subi par L'entité soit supérieur à **800 euros**.

ARTICLE 6

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE N°1: RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Par extension aux dispositions des conditions générales de garanties, l'Assureur prend en charge pour toutes les activités de la collectivité, dans les limites figurant au tableau des garanties.

ARTICLE 7

FRANCHISES

	SOLUTION DE BASE
Domage au navire :	
Drone de surface	10 % du montant de dommages : Avec mini de 10 000 € un maxi de 50 000 € pour la surface
Autres garantie	10 % avec : mini 1 000 € maxi 5 000 €
Risque de guerre	Néant sauf piraterie 5 000 €
Responsabilité Civil armateur de navire (P & I)	5 000 €
Responsabilité Civil Générale	
Dommages corporels	Néant
Dommages matériels et immatériels	5 000 €
Individuelle accident	Néant
Défense et recours	Néant
PSE n°1 : Drone submersible	Avec mini de 50 000 € et maxi de 200 000 € pour le submersible

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1,
R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2

ENTITE SOUSCRIPTRICE

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 4

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – ECHEANCE – RESILIATION

ARTICLE 5

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

ARTICLE 6

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

ARTICLE 7

GESTION DES SINISTRES

ARTICLE 8

PRESCRIPTION BIENNALE

ARTICLE 9

PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

L'entité procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance garantissant les dommages et ses responsabilités des drones à sa charge du fait des activités de l'ensemble de ses services.

ARTICLE 2

ENTITE SOUSCRIPTRICE

Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM)
Représentée par son Directeur Général

13 rue du Châtelier
29200 BREST

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les conditions générales de garanties
- L'Inventaire des risques - la sinistralité

ARTICLE 4

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – ECHEANCE – RESILIATION

🔗 **Prise d'effet du marché - durée**

1^{er} mai 2026 - 00 h 00 pour une durée de 56 mois, ou à sa date de notification si elle est ultérieure.

Il expirera le 31 décembre 2030.

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

🔗 **Echéance : 1^{er} Janvier**

🔗 **Résiliation**

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 6 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'Assureur ne pourra pas résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec AR. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription)

devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai la modification ne pourra être effective qu'à l'échéance annuelle suivante.

ARTICLE 5

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

➡ La Tarification

Elle est exclusivement déterminée sur la durée du marché par :

Une Assiette : masse salariale brute du dernier budget primitif **hors charges patronales** c'est-à-dire les traitements de **l'ensemble du personnel quel que soit le statut** (TIB – NBI – Régime indemnitaire – Supplément familial - indemnité de résidence) : voir inventaire.

Un Taux de prime HT et TTC exprimé dans l'acte d'engagement, en pourcentage des rémunérations totales indiquées ci-dessus. Le taux est fixe sur la durée du marché.

Une prime globale HT et TTC déterminée par les éléments ci-dessus.

➡ Régularisation - Révision

Prime responsabilité civile : une régularisation aura lieu chaque année et au plus tôt en 2028 : elle s'effectuera exclusivement sur les bases ci-dessus, après déduction de la prime de l'exercice.

Elle a lieu à la demande de l'Assureur.

Les franchises éventuelles seront fixes sur la durée du marché.

➡ Clause de réexamen

Toute modification sur les conditions du contrat notamment augmentation des primes du fait d'une dégradation de la sinistralité conduira les parties à renégocier les termes du contrat. L'Assureur devra transmettre ses intentions et porter à la connaissance de L'entité les nouvelles primes applicables dans le délai de préavis prévu à l'article 4 ci-avant. En cas d'accord des parties un avenant entérinant les nouvelles dispositions sera signé entre elles. L'avenant ne pourra excéder le pourcentage du ratio sinistres / prime constaté.

ARTICLE 6

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

➡ Fractionnement du paiement : annuel

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,

- Le numéro et la date du marché,
- La désignation de la prestation exécutée,
- Le prix net H.T. de chaque prestation,
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées,
- Le numéro d'engagement juridique.

Il est rappelé que **l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Les entreprises devront déposer leur facture sur le portail Chorus Pro, via le lien suivant : <https://www.chorus-pro.gouv.fr>

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra s'assurer être en possession des éléments suivants :

- le n° de SIRET de L'entité,
- le n° d'engagement émis par L'entité, le cas échéant,
- le code service émetteur du bon de commande, le cas échéant.

La facture devra impérativement indiquer :

- Taux appliqué ou montant forfaitaire

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

ARTICLE 7

GESTION DES SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'Assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'Assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

🔄 Obligations à la charge de l'Assuré

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur,
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure,
- Transmettre à l'Assureur dans les meilleurs délais suivant la déclaration, un état estimatif aussi détaillé que possible des dommages subis par lui,
- Communiquer à l'Assureur dans les 48 h toute pièce de procédure reçue par lui,
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➡ **Obligations à la charge de l'Assureur**

Verser l'indemnité dans les 15 jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties ou, à défaut, décision judiciaire exécutoire.

➡ **Expertise**

Les dommages sont évalués de gré à gré ou, à défaut par expertise amiable, l'Assuré ayant la possibilité de se faire assister dans tous les cas par un expert et quel que soit le montant des dommages.

Cet expert devra être agréé par les services de L'entité.

ARTICLE 8

PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du Code des Assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance,
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'Assuré à l'Assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 9

PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.